Des invisibles trop visibles ?

Les ouvriers agricoles “marocains” dans les vignobles du Bordelais

Chantal Crenn

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1923>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1923

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 99-106

ISBN : 978-2-919040-21-6

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Chantal Crenn, « Des invisibles trop visibles ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1301 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1923> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1923

DES INVISIBLES TROP VISIBLES ?

LES OUVRIERS AGRICOLES "MAROCAINS" DANS LES VIGNOBLES DU BORDELAIS

par **CHANTAL CRENN**, *maître de conférences en anthropologie sociale,
université Bordeaux-III et UMI CNRS 3189 ESS Dakar/UMR et CNRS 5115 LAM Pessac*

Les travailleurs agricoles venus du Maghreb sont présents depuis une quarantaine d'années dans les vignobles de la région bordelaise. Or la société majoritaire peine à les reconnaître comme membres à part entière de ce territoire qu'ils ont contribué à façonner et à enrichir. Logique productiviste, hiérarchies sociales, combinées aux visées racialisantes et discriminatoires de certains patrons et de la population locale, renforcent leur marginalisation. En réaction, les ouvriers agricoles et leurs familles ont à cœur de défendre les raisons de leur ancrage dans cette terre de vignes.

Ancré dans une anthropologie du présent, mon travail nécessitait de dépasser ces représentations "culturalistes" (marocaine ou/et viticole), pour tenter de saisir d'autres processus.

Cette recherche en milieu viticole, amorcée depuis 2002, a la particularité d'être réalisée sur le territoire où je vis. Aussi, ai-je utilisé l'analyse des "relations zébrées", selon l'expression de Georges Balandier, la tenue d'un journal de terrain tout au long des années de recueil de données. Les expressions "arabe", "raton", "marocain", "bicot", "bougnoûle" voire "musulman" pour désigner les ouvriers agricoles venus des trois pays du Maghreb et leurs enfants ont été d'emblée interrogées. Ces usages langagiers cachent mal la réalité vécue par ces ouvriers agricoles souvent de nationalité française, mais traduisent le renvoi à une extériorité nationale ou culturelle : ils ne seraient "pas vraiment

français". Toutefois, cette recherche ne se voulait ni une étude monographique d'un "groupe culturel" spécifique (lesdits "Marocains"), ni une monographie de ces territoires considérés comme des isolats locaux¹. Ces territoires "ruraux" présentent pourtant toutes les caractéristiques supposées du terrain monographique proprement anthropologique : ils sont situés en bout de Gironde, à l'écart de la métropole bordelaise (60 kilomètres), à l'ombre de Saint-Émilion, avec ses petites villes de campagne (Castillon-la-Bataille et Sainte-Foy-la-Grande) où l'on trouve des "ghettos urbains".

Ancré dans une anthropologie du présent, mon travail nécessitait de dépasser ces représentations

1. Marc Abélès, "Le terrain et le sous-terrain", in Christian Ghasarian (dir), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, Paris, Armand Colin, 2002, pp. 35-43.

“culturalistes” (marocaine ou/et viticole), pour tenter de saisir d’autres processus. Mon regard anthropologique risquait de faire d’un groupe, lesdits “Marocains”, ou d’un territoire, “le terroir” viticole, des entités marginales. La construction même de mon objet de recherche et ma posture scientifique ont structuré mon approche d’un terrain localisé, et non “le lieu” ou les migrants seuls. Ainsi, je me suis attardée autant sur les majoritaires², les viticulteurs, les collègues de travail, les voisins, les enseignants, les médecins, les commerçants, les élus,

Ces ouvriers viennent pour la plupart de la région agricole du Gharb et particulièrement des villages de Sidi Kacem ou Sidi Slimen, d’autres de la région d’Oujda au Maroc, et ils se sont installés dans cette partie “pauvre” des vignobles bordelais depuis les années 1970.

les travailleurs sociaux, soit une trentaine d’entretiens au total, que sur les minoritaires dits “Marocains” et leurs enfants³, j’ai rencontré pendant près de dix ans une vingtaine de familles tant en France qu’au Maroc⁴.

Ces ouvriers viennent pour la plupart de la région agricole du Gharb et particulièrement des villages de Sidi Kacem ou Sidi Slimen, d’autres de la ré-

gion d’Oujda au Maroc, et ils se sont installés dans cette partie “pauvre” des vignobles bordelais depuis les années 1970, créant un espace de sociabilité. Ces ouvriers étaient en général des ruraux qui ont signé des contrats saisonniers depuis leur pays de départ ou suivi un patron “pied-noir”. D’autres ont travaillé clandestinement au hasard des besoins des employeurs du Sud-Est au Sud-Ouest.

Que nous donnent à voir aujourd’hui les vécus et les discours des membres de ces familles d’ouvriers

et d’ouvrières agricoles ? S’agit-il de relations inter-ethniques sous-tendues uniquement par le racisme ? Si ces minoritaires ont été longtemps invisibilisés, ils ne sont pas non plus totalement “sous domination”. Cette dernière masque des processus inédits élaborés par des individus ou des groupes, certes désormais ouvertement racisés, mais aussi inventifs à l’intérieur même de ces relations.

Relations de face-à-face : la blanchité revendiquée

Ici comme en territoire urbain, les relations inter-ethniques donnent lieu à diverses négociations et redéfinitions en fonction des individus, du contexte et de la communauté de production viticole⁶.

D’un côté, on remarque l’oscillation entre exotisme et racisme à l’égard desdit(e)s “Marocain(e)s”, lors de mes entretiens avec les majoritaires. Le Maroc, ancien protectorat français, occupe encore dans l’imaginaire la place d’un territoire dominé où se pratique une religion arriérée et dangereuse, mais c’est aussi un lieu agréable chargé d’“exotisme”, un Orient rêvé⁷. Ainsi l’appartenance à l’islam justifie les mauvais comportements “des jeunes Marocains de deuxième génération”⁸, l’hérédité biologique, “le sang”, leur “sauvagerie”, leur dangerosité dans l’espace public ou leur fainéantise, tandis que le savoir-faire “traditionnel” des cuisinières est valorisé et utilisé pour la préparation de couscous lors de dégustations de vin dans les châteaux⁹. Toutefois, il est important de noter que la question de la référence à l’islam se construit de part et d’autre de

2. Par “majoritaires” au sens sociologique du terme, nous entendons ceux qui ont le pouvoir de nommer, désigner, catégoriser des individus qui vont être infériorisés selon certaines différences culturelles : les minoritaires en pouvoir et parfois en nombre.

3. Pierre-Jean Simon, *Pour une sociologie des relations interethniques et des minorités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006 ; Abdelmalek Sayad, *La Double Absence. Des illusions aux souffrances de l’immigré*, Paris, Seuil, 1999. 4. Chantal Crenn, “Alimentation et santé des familles d’émigrants au Maroc : acculturation et ethnicité”, in *Dynamiques locales de la mondialisation. Les Afriques en perspective*, Paris, MSHA/Kathala, 2003, pp.167-202. 5. Par “pied-noir”, j’entends ici la population européenne ayant vécu en Tunisie, Algérie ou Maroc durant la colonisation française et installée en France. Voir Mohammed Bokbot et Ali Faleh, “Un siècle d’émigration marocaine vers la France : aperçu historique”, in *Papeles de geografía*, n° 51-52, 2010, pp. 55-64. 6. Véronique De Rudder, Christian Poirer, François Vourc’h, *L’Inégalité raciste. L’universalité républicaine à l’épreuve*, Paris, PUF, 2000, pp. 38-39. 7. Chantal Crenn, “Normes alimentaires et minorisation ethnique : discours et pratiques de femmes originaires du Maroc (vignobles bordelais)”, in *Journal des anthropologues. Des normes à boire et à manger*, n°106-107, 2006, pp.123-144. 8. Dans cette expression, on perçoit comment, en même temps que la “première” et la “deuxième” générations sont différenciées, on attribue et renforce une extériorité par continuité généalogique. 9. En Bordelais, cela correspond à l’exploitation viticole. Voir Chantal Crenn, *art. cit.* 10. Simona Tersigni, “Corps et appartenance, à la lumière du clivage entre musulmans en France et musulmans de France”, in Gilbert Vincent et Juan Matas (dir.), *Hospitalité et appartenance en migration*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2011, pp. 131-150.

la frontière. Car l'islam est également valorisé à l'intérieur des frontières ethniques de ce groupe minorisé. On assiste à une sorte de requalification et de "déprivatisation" de l'islam¹⁰, résultat du processus d'assignation des individus qui peuvent être pointés du doigt en tant que musulmans lors de certaines interactions, ou le produit de l'histoire du groupe, élément qui mérite de ne pas être négligé.

D'un autre côté, il est intéressant de noter combien ces acteurs sociaux font l'objet d'une évaluation tantôt ethnique, tantôt raciale¹¹, pour expliquer des comportements considérés comme déviants. En effet, si les corps furent "convoqués"¹² pour le travail de la terre de manière invisible¹³, *a contrario* leur visibilité urbaine lorsqu'ils sont au chômage et celle des enfants¹⁴ font l'objet d'un processus de différenciation et de catégorisation qui s'appuie sur des caractéristiques somato-psychologiques supposées héréditaires, "naturelles". On voit ici comment, par filiation biologique, enfants et parents sont inscrits dans une continuité de statut social. Les enfants de migrants dans le vignoble sont destinés à rester des "immigrés", dont la présence n'est légitime que pour autant qu'ils travaillent (sous-entendu dans la vigne), surtout en période de crise économique. Or les majoritaires les soupçonnent, par leur présence la journée dans les espaces publics, de ne pas vouloir occuper ce statut, de contester l'ordre social. Dans les centres-villes de ces espaces ruraux en pleine paupérisation¹⁵, la proximité¹⁶ spatiale et sociale des "eux" et des "nous", associée à la revendication d'égalité des enfants des migrants (désormais adultes), est devenue difficilement suppor-

Sainte-Foy-la-Grande.
© JÉRÉMIE BUCHHOLTZ

table pour nombre de majoritaires qui se sentent ainsi déclassés. Déclassement d'autant plus difficile qu'économiquement et intellectuellement, ces petites villes (surtout Sainte-Foy-la-Grande) furent des lieux très influents dans la région, notamment pour le commerce du vin¹⁷. Le déclassement est donc contourné en traçant la frontière entre "eux" et "nous" de manière radicale et définitive en racisant les enfants français de ces ouvriers.

Par une racisation qui leur renvoie en miroir leur propre vécu, jusque-là déniée comme nous le verrons, ces ouvriers tentent de justifier leur présence aujourd'hui en bâtissant une histoire faite d'abnégation au travail et de satisfaction de leurs employeurs. Ils ajustent leurs récits à la demande d'honnêteté qui leur est faite en se présentant dans la sphère publique comme des musulmans respectueux¹⁸ et, après un voyage à La Mecque,

11. On constate qu'ici comme ailleurs la banalisation du racisme se concrétise par son travestissement en ethnisme.

Voir Véronique De Rudder, "Identité, origine et étiquetage", in *Journal des anthropologues*, n° 72-73, 1998, URL : <http://jda.revues.org/2697>.

12. Sayad décrit l'injonction à la "politesse" qui s'imposait aux travailleurs immigrés dans les années 1950 à 1980, politesse évoquée ici aussi et qui est insupportable pour leurs enfants. Voir Abdelmalek Sayad, *op. cit.* 13. Dans les champs de vigne.

14. Les enfants des migrants éprouvent des difficultés à exister dans le regard des majoritaires autrement que comme "sous influence" des normes familiales et communautaires, alors que le processus d'individuation est largement amorcé, comme pour les majoritaires ruraux. 15. Le taux de personnes touchant le RSA est de 29 % à Sainte-Foy-La-Grande. "Pauvreté en ville et à la campagne : plus intense de la pointe du Médoc à Agen", in *Le quatre pages*, Insee, Caf et MSA, n° 194, juin 2011. 16. La proximité corporelle à certains moments de la journée (approvisionnement, fréquentation des services publics, etc.) est due à l'absence de banlieue éloignée, aux loyers peu élevés et à la désertion par les classes moyennes supérieures des centres-villes au profit des villages environnants.

17. Chantal Crenn, Jean-Claude Hinnewinkel, "Les nouvelles territorialités de la vigne en pays foyen, entre distinction et précarité", in Guy Di Mèo (dir.), *Sud-Ouest européen Les territoires émergents*, décembre 2005, pp. 39-48. 18. Simona Tersigni, *art. cit.*

ils accusent désormais "l'Occident" d'avoir perverti leurs enfants. D'autres tentent de se différencier des "fauteurs de troubles" qui écornent leur image de "bons musulmans" respectables. Tenant compte de ces processus très complexes, j'ai choisi de parler de "criminalisation de l'immigration¹⁹" en milieu rural plutôt que de "délinquance" ou d'"insécurité",

Jusqu'aux années 1980, les "immigrés" étaient considérés comme une force de travail de passage. Les saisonniers agricoles n'échappaient pas à cette perception de l'immigration.

pour – grâce à une conception dynamique et relationnelle de ce processus de hiérarchisation au sein des relations interethniques – saisir la manière dont elle se construit.

Dans ces face-à-face quotidiens, la blancheur de la peau, le travail de la terre, le féminisme, la maîtrise de soi, le caractère

présenté comme a-historique des territoires ruraux deviennent des marqueurs identitaires distinctifs de certains majoritaires. Ainsi, la proximité spatiale va entraîner des tactiques d'évitement scolaire, de contournements spatiaux des lieux de regroupement "des jeunes", "Arabes", "fainéants", ou des tentatives de contrôle²⁰ de leurs actes supposés répréhensibles (deal de drogue, vols). Ce processus de criminalisation associé à la paupérisation de ces mondes viticoles désormais concurrencés par d'autres vignobles et entraînés dans une logique productiviste, à l'arrivée de populations défavorisées en quête de loyers peu élevés, à l'éloignement géographique de ces territoires de la métropole bordelaise, à l'absence d'aides publiques (subventions, transports, offres culturelles), au chômage et/ou à la mise à la retraite²¹ des primo-arrivants, va orienter la manière dont les discours, tant des majoritaires que des minoritaires, vont se reconstruire.

La prise de conscience du racisme

Aujourd'hui, on assiste à une transition dans la construction du racisme en milieu viticole. On constate du côté des ouvriers le passage du déni du racisme à une prise de conscience de son existence, et du côté des majoritaires, on passe de l'invisibilisation de cette population à sa survisibilisation, englobant parents/enfants et nouveaux arrivants des pays de départ ou d'autres villes de France.

L'héritage du droit rural, ainsi que les représentations sociales associées aux ouvriers agricoles perçus comme saisonniers et aux étrangers des ex-colonies ont leur importance pour saisir l'historicité du processus d'invisibilisation. Le contexte politique quant à la prise en compte de l'immigration dans la construction de l'ensemble national français a aussi son importance. Jusqu'aux années 1980, les "immigrés" étaient considérés comme une force de travail de passage. Les saisonniers agricoles n'échappaient pas à cette perception de l'immigration. En Aquitaine, leur présence, vécue comme temporaire, n'a que peu suscité l'intérêt des habitants, des élus ou des chercheurs²², contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres régions de France²³. Depuis la fin des années 1980, les vignobles du Bordelais sont vus par les consommateurs urbains et les touristes étrangers comme des marqueurs de "blanchité".

En retour, les acteurs de ces mondes viticoles ont valorisé des attributs de leurs territoires construits de manière a-historique²⁴ et correspondant à ces attentes d'authenticité. Si, aujourd'hui, quelques données éparses existent (site Internet du Sénat

¹⁹. Lors d'une réunion, un commandant de gendarmerie a fait part de ces statistiques ethniques informelles qui mettaient en évidence "le peu de délits commis par des jeunes aux noms à consonance arabe". Celles-ci n'ont pas empêché la plupart des partenaires sociaux et élus de percevoir leur présence dans la rue comme dangereuse. Chantal Crenn, "Chez nous c'est Marrakech" ou l'animation en 'territoire rural' prise dans les toiles de la mondialisation", in *Community Development. Local and Global Challenges*, Lucerne, 2008, pp. 177-185 ; Christian Poirer, "Criminalisation de l'immigration et sociologie des relations interethniques", in *Hommes & Migrations*, n° 1241, janvier-février 2003. ²⁰. La région du grand libournais est zone de sécurité prioritaire depuis novembre 2012.

²¹. Retraite ou chômage marquent leur non-retour et accentuent leur présence en ville. ²². Christophe Drot, *Histoire et mémoires des immigrations en Aquitaine*, septembre 2007, www.goutdesautres.fr/.../ImmigrationsAquitaineSynthese ; Philippe Roudié, *Les Salariés saisonniers étrangers en Aquitaine septentrionale*, Talence, MSHA, 1987. ²³. Jean-Pierre Berlan, "Agriculture et migrations", in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 2, n° 3, 1986, pp. 9-32 ; Alain Morice, Bénédicte Michalon, "Les migrants dans l'agriculture : vers une crise de main-d'œuvre ?", in *Études rurales*, n° 182, 2008, pp. 9-28. ²⁴. Alban Bensa, Daniel Fabre, (dir.), *Une histoire à soi*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication, Mission du patrimoine ethnologique, Cahier n° 18, 2001.

2012, blog des journaux nationaux et locaux), elles sont plutôt de caractère culturaliste. Elles traitent de l'incomptabilité culturelle des "jeunes" dits "Marocains" avec les autres "jeunes" dans les écoles, des incivilités dans les espaces communs, voire des vols ; elles pointent la violence faite aux femmes (*Le Parisien*, 2011). Un élu de gauche n'hésite pas à dire : "Arrivé une certaine heure, le soir, chez nous, c'est Marrakech²⁵." De mes échanges avec les protagonistes de cette histoire, émerge le récit de leur installation, résultat d'un "présent" fait d'un chômage sans précédent ainsi que d'un racisme désormais affiché²⁶ et reconnu par certains d'entre eux.

Les personnes rencontrées sont âgées aujourd'hui de 60 à 75 ans. Celles qui se présentent comme "les premières arrivées" racontent comment elles ont "vécu l'aventure", d'abord en train ou en bateau, et comment elles ont fini par arriver à Castillon ou Sainte-Foy. Attendus par leur "patron²⁷", certains immigrés se sentent alors comme "des petits enfants", qui maîtrisent mal le français. Les femmes sont arrivées avec des contrats de saisonnier ou par mariage. Au départ, ils vivaient seuls, en couple ou en groupe dans des logements de fortune (cabanes de vigne, vieilles bâtisses). Seuls quelques privilégiés²⁸ évoquent le confort d'un appartement individuel. Ils se souviennent avoir été embauchés comme saisonniers sur des propriétés viticoles, arboricoles, et dans des usines de fruits, parfois dirigées par des patrons déjà rencontrés dans les "colonies", ou avoir été placés avec un contrat de huit mois sur des exploitations deman-deuses de main-d'œuvre. Certains évoquent la clandestinité, ils dépendaient alors entièrement des "patrons", jusque dans les soins sanitaires les plus élémentaires.

Pour l'honneur d'une terre

Tous soulignent, hommes et femmes, qu'ils étaient entièrement "dévoués²⁹" aux exigences du monde viticole ou arboricole. Leurs manières de manger, insistent-ils, étaient calquées sur celles de leurs collègues "français", "espagnols", "gitanes" ou sur celles des contremaîtres "italiens". Boire du vin, fumer ou manger du cochon était alors considéré comme normal, voire comme une forme d'accès à la "modernité" (convoitée et découverte le plus souvent dans le pays d'origine lors de la présence française). Lors des fêtes des vendanges, les hommes partageaient le sentiment d'appartenance au lieu. Ils disent aussi avoir circulé au gré des besoins, avec leur famille, d'une propriété à l'autre ou à l'intérieur de l'exploitation, des vignes à la chaîne d'em-bouteillage en passant par le chai et le nettoyage des cuves (parfois pleines). Là encore, la transgression³⁰ d'un interdit religieux est justifiée, aujourd'hui en 2013, au nom du "travail bien fait" et du désir de reconnaissance dans la sphère professionnelle. Outre le sentiment d'avoir "tout partagé avec les habitants" en ce lieu, et particulièrement le travail de la terre, la légitimité de leur autochtonie est également revendiquée par la frontière que les femmes, se définissant entre autres comme des "mères musulmanes honorables", tracent entre "eux", les "nouveaux" venus récemment de toute la France et qui sont des urbains, et "nous", les "anciens" qui sommes des ruraux à la sociabilité affirmée. Mais

Les conditions de travail
qui étaient les leurs justifient
l'évitement de l'univers
professionnel de la vigne
pour leurs enfants.

25. Chantal Crenn, "Chez nous c'est Marrakech" ou l'animation en 'territoire rural' prise dans les toiles de la mondialisation", *op. cit.*

26. Sur des panneaux de signalisation routière, on peut lire "Sale Arabe" et des inscriptions à caractère sexuel associant les "bicots" à des pratiques animales, comme en témoignent les graffitis injurieux tels "La bite la bique" associés à "Let my wife".

À la lumière des travaux de Léon Poliakov, on saisit que ce type de rapprochement avec des pratiques sexuelles animales fait occuper aux migrants maghrébins une place à la limite de l'humanité. Tiland Franck, "L'interpellation de l'homme des lumières par l'homme sauvage", in Léon Poliakov (dir), *Hommes et bêtes. Entretiens sur le racisme*, Paris, Mouton éditeur, 1975, pp. 183-199.

27. "Patron", d'usage habituel dans leurs récits, traduit la position sociale qu'ils s'octroient. 28. La confiance qu'un patron donne à un salarié, dans le cadre de relations patriarcales, la possibilité d'obtenir des avantages. 29. Le dévouement était associé à la certitude de participer à leur élévation sociale. Aujourd'hui, il est avancé pour assurer la légitimité de leur présence.

30. Dix ans plus tôt, leur contact avec le vin était conçu comme nécessaire et comme n'entachant pas leur identité musulmane. Aujourd'hui, à l'âge de la retraite et retournant le stigmate, l'honorabilité passe par le fait d'être "un bon musulman" et de ne pas avoir de contact avec le vin.

Au Maroc, le nombre de saisonniers agricoles touchés par des maladies professionnelles serait aussi important que le nombre de malades atteints par l'amiante dans quelques décennies. Ici un ancien saisonnier agricole, retraité, avec sa femme.

© YOHANNE LAMOULÈRE / TRANSIT / PICTURETANK

les “nouveaux” peuvent être aussi “des jeunes Marocains”. Ainsi certaines n’hésitent pas à fustiger (comme les majoritaires) “les jeunes Marocains délinquants”, selon elles “mal élevés par leurs parents” ou “venus d’ailleurs” (sous-entendu des grandes villes). Elles regrettent la période où, construisant collectivement la mosquée, tous participaient dans un réseau serré qui permettait un contrôle social, engendrait une bonne conduite par la religion, la solidarité, des échanges d’informations, une éducation commune des enfants). In fine, elles opposent leur honorabilité, la réussite scolaire et sociale de leurs enfants, à la délinquance des “nouvelles générations” et des “nouveaux”. La prise de conscience du racisme vécu au quotidien varie en fonction des parcours individuels. Les situations extrêmes

d’accidents du travail non reconnus, les licenciements abusifs après des relations de travail vécues comme familiales avec un patron, l’assignation de leurs enfants ou beaux-enfants au même statut social qu’eux lorsqu’ils travaillent dans le monde viticole, le rejet que subissent leurs enfants dans les espaces urbains ont déclenché pour quelques-uns une prise de conscience amère de leur racisation associée au désir de la reconnaissance de leur contribution à l’enrichissement du territoire. On peut dire qu’ils réagissent aussi à une modification de comportement des membres de la société majoritaire locale qui les ont fait passer de l’invisibilisation à la survivibilisation : racisme décomplexé voire affiché, convocation des associations culturelles par les conseils municipaux uniquement lors d’actes de délinquance des supposés “jeunes Marocains”, courriers différents pour la cantine de l’école (consommation de produits halal supposée).

Les possibilités d'action dans le contexte idéologique de la production viticole

Pour beaucoup, leur grande fierté est la réussite scolaire et professionnelle de leurs enfants. Ils estiment avoir su tirer parti du système scolaire français. L'un d'entre eux s'est d'ailleurs engagé dans une des fédérations de parents d'élèves pour mieux suivre la scolarité de ses enfants. Beaucoup ont aussi fait appel à des voisins et/ou des enseignants pour les aider. Les jeunes femmes se souviennent d'avoir dû, sur ordre maternel, quitter la cuisine pour aller apprendre leurs leçons. À Bordeaux, un système de colocation est mis en place entre frères et sœurs et/ou voisins pour que les études universitaires soient moins coûteuses. Malgré leur engagement total, "la vigne" n'a jamais été envisagée comme un avenir professionnel pour leurs enfants, même si, jeunes parents, ils estimaient qu'un passage par là pouvait être formateur.

Les conditions de travail qui étaient les leurs justifient l'évitement de l'univers professionnel de la vigne pour leurs enfants. Tous et toutes, à travers leur histoire de vie, témoignent d'un sentiment ambigu fait d'amour et de répulsion pour les "patrons de la vigne" qui leur ont procuré un salaire, parfois des "récompenses", une préretraite pour problèmes de santé, des aides pour les études des enfants, une identité professionnelle, l'embauche d'un enfant à un statut supérieur sur l'exploitation, l'espoir d'une intégration définitive, mais aussi des conditions de travail devenues précaires dans un contexte de discrimination. Mustapha (73 ans) qui a travaillé pendant près de quarante ans pour un même patron raconte avec amertume comment il a été obligé de rompre violemment avec lui alors qu'ils avaient des relations quasiment familiales : *"Après quarante ans de bons et loyaux services, il voulait me remettre à la tâche. J'avais trop d'expérience pour ça. J'avais tout fait*

sur l'exploitation. Comme j'ai refusé, il a voulu me licencier comme ça sans raison. Il n'aurait pas dû nous faire ça, je suis allé à Castillon à la CGT. Il ne pensait pas que je me serais défendu. On a fait un procès aux prud-hommes. Il a perdu. On se ne parle plus." Mustapha estime avoir beaucoup souffert de cette rupture, mais avoir su faire valoir ses droits.

L'attitude du patron de Mustapha, "protestant"³¹ et "agriculteur raisonné", comme il se présente, révèle toute l'ambiguïté de la place accordée aux ouvriers agricoles dans le système de production de la région. Si Jean-François (65 ans) se pose en défenseur de ces minoritaires et particulièrement de Mustapha qu'il considérerait "comme de sa famille", il n'en applique pas moins des pratiques professionnelles discriminatoires.

"Ici on dit qu'un bon Arabe est un Arabe qui ne comprend pas le français, qui ne connaît pas ses droits de salarié. Quand j'ai donné à Mustapha un terrain pour faire sa maison, ils m'ont tous dit [les autres viticulteurs] que j'allais les envahir avec mes Arabes !" Jean-François se dit "à l'aise avec les questions d'immigration". Pour lui, les propos discriminatoires entre salariés sont à considérer comme une sorte d'échanges cordiaux entre rangs de vigne, ce qui garantit la bonne exécution des tâches. "Au fil du temps, je me suis aperçu que les différents groupes, Français de souche, Marocains et Gitans, se tirent la bourre dans les vignes, et comme ils sont payés à la tâche, ça me coûte moins cher !"

Rares sont ceux qui m'ont tenu ouvertement ce genre de propos, toutefois, tout au long de ces années d'immersion, je me suis aperçue que ces pratiques tantôt familiales³², tantôt discriminatoires, ou les deux à la fois, semblent devenues une des composantes de l'organisation du travail dans la région. Ceux que nous appelons les "initiés", à la suite de Véronique De Rudder et al.³³ – il s'agit ici le plus

31. Dans le pays foyen, les protestants se sont posés comme une élite intellectuelle se définissant comme issue d'une minorité religieuse éclairée. 32. Au sein de la familiarité se côtoient des relations de domination et de sécurisation illusoire. 33. Véronique De Rudder, Christian Poiré, François Vourc'h, *op. cit.*, p. 40.

souvent d'élus se situant à gauche –, témoignent souvent à la place des ouvriers agricoles des pratiques racistes dont ces derniers sont victimes. Leurs analyses mettent en avant le ressentiment xénophobe latent dans la région et le justifient par la place trop importante qu'occuperait la religion musulmane. Pourtant, il semble que la discrimination acceptée tacitement par les employeurs témoigne surtout de l'orientation productiviste de la vigne. Dans le milieu viticole, "le racisme accepté" nécessite de dépasser le constat de la xénophobie chauvine et de ne pas négliger le rôle de l'employeur ou des entreprises agricoles qui régissent désormais l'embauche par intérim et de la course à la rentabilité.

Tactiques quotidiennes et fierté ethnique

Les ouvriers agricoles dits "marocains" ne sont pas les seuls à subir la dégradation de l'embauche et des conditions de travail, les autres nationaux n'y échappent pas. Le racisme populaire est donc devenu "*un mode de régulation consensuel*³⁴" qui permet de supporter la précarité de l'emploi, les difficultés économiques des chefs d'entreprise viticole. Dans cette perspective, ce ne sont pas les employeurs et encore moins le système économique auquel ils participent (contraints eux aussi ?) qui sont montrés du doigt, mais les "Marocains", les "Arabes". Le racisme devient un moyen de revalorisation de soi. Dans les vignobles les moins réputés, cette attitude est particulièrement exacerbée chez les ouvriers agricoles ou les patrons qui revendiquent leurs origines italiennes. Ces derniers "portent en eux", disent-ils, le souvenir de l'installation difficile de leurs grands-parents ou de leurs parents venus d'Italie dans la région et de l'abnégation qui leur fut nécessaire pour "y arriver". En fonction de la place qu'ils occupent dans la hiérarchie sociale, on pressent que l'appauvrissement de la région et la précarité de l'emploi les amènent à ethniciser la

pauvreté et du même coup à s'en distancier en leur opposant une sorte d'"honneur ethnique"³⁵.

Ainsi, la figure du travailleur agricole "immigré", corvéable à merci, n'ayant pas connaissance de ses droits ou ne cherchant pas à en bénéficier, est encore d'actualité dans la sphère viticole qui m'intéresse. Vignerons ou entreprises agricoles en quête d'une main-d'œuvre peu qualifiée recherchent d'ailleurs ce type de salariés (pratique régulièrement dénoncée par la CGT) et parlent de "délocalisation à domicile" au sujet des "Marocains andalous", tout en valorisant une production "authentique". Les ouvriers agricoles installés depuis trente ans constituent à cet égard une population qui ne correspond plus tout à fait à ces critères. Avec la perte des CDI, les hommes surtout³⁶ ont mis en place des tactiques de revalorisation de soi par l'absentéisme, le refus de conditions de travail évaluées comme trop difficiles ou dégradantes. Privilégiant leurs pratiques alimentaires, sanitaires et religieuses, ils se sont construits une propre temporalité. Ils ont aussi, durant toutes ces années, constitué une sorte de capital de connaissance des institutions, de leurs droits, des stratégies scolaires et sanitaires. Ces connaissances sont souvent acquises grâce à des relations privilégiées entretenues avec des voisins ou des collègues de travail. Beaucoup de mes interlocuteurs ont été au chômage avant d'arriver à l'âge de la retraite. Ils ont vécu le paradoxe de "l'immigré chômeur" qui ne peut rentrer au pays sans avoir réussi et qui ne peut plus justifier sa présence en France. Même si le chômage a amplifié l'intériorisation d'une identité négative, aucun d'eux n'a démenagé pour retrouver un emploi ailleurs. Tous se disent Foyens ou Castillonnais et retrouvent le paysage des vignes avec émotion quand ils rentrent du pays après des allers-retours. Quitter la région serait vécu comme un nouveau déracinement. Face à ce temps libre obligatoire, pratique de la religion et modes de consommation entre autres sont devenus des éléments de mobilisation de ces travailleurs temporaires ou retraités, et aussi une stratégie de survie, mais il s'agirait là d'un autre article. ■

34. *Ibid.* 35. Weber Max, *Économie et société*, Paris, Pocket, 1995 (posthume 1921). 36. Les femmes moins, car elles effectuent depuis le début les travaux les plus répétitifs, les moins valorisés, en signant des contrats "à la tâche".